

## 2018 : ESPOIRS ET INTERROGATIONS

2018 s'ouvre sous le signe de l'espoir : en effet, la reprise économique semble enfin là. Avec elle, et cela pose la question de la responsabilité des entreprises, l'emploi devrait en découler.

Devrait car, si le rétablissement des marges des entreprises est une condition nécessaire, l'expérience syndicale nous montre qu'elle n'est pas automatiquement suffisante. La spéculation reste en effet toujours bien présente, tout comme n'est pas acquise la qualité des emplois créés.

Le patronat français n'a cessé de plaider pour l'abolition des contraintes sans avoir administré la preuve pratique que c'était là la clef de l'emploi. Tout le monde se souvient du pin's arboré par le président du MEDEF, « 1 million d'emplois » à l'appui de ses campagnes pour la libéralisation de l'économie, rangé aujourd'hui prudemment au placard...

Avec les ordonnances réformant le code du Travail et de nombreuses mesures fiscales, le gouvernement a donné plus que des gages aux libéraux. La flexibilité, engagée pour le moment sans contreparties, fera-t-elle ruisseler naturellement de l'emploi ? L'avenir nous le dira mais l'UNSA n'entend pas attendre passivement la réponse.

L'intérêt des salariés doit être pris en compte. Ils sont les acteurs incontournables de la réussite économique et doivent être reconnus comme tels : nous le dirons dans le débat qui s'ouvre sur le statut de l'entreprise, notamment en revendiquant une vraie place pour eux dans les conseils d'administration. Nous continuerons aussi à le dire dans les négociations-concertations en cours sur la future loi assurance chômage-apprentissage-formation professionnelle. Nous le ferons enfin dans la mise en place des nouveaux Comités sociaux et économiques en présentant des listes UNSA dans les entreprises.

Emmanuel Macron a mis à raison ses vœux présidentiels sous le signe de la recherche de la cohésion sociale. Notre pays, fracturé en profondeur aux plans politique, économique, environnemental et social, en a grand besoin. Mais on n'y parviendra pas sans prendre en compte la réalité des intérêts sociaux parfois divergents et sans rechercher les compromis permettant de les concilier.

C'est le rôle du dialogue social d'y parvenir mais encore faut-il laisser pour cela une place réelle à ses acteurs.

On n'y parviendra pas non plus si la justice sociale n'imprègne pas les décisions et arbitrages. De ce point de vue, la conception de l'action publique, des services publics et de ses agents, au service de l'intérêt général, sera aussi l'un des enjeux majeurs de cette année 2018. Dans ce cadre, les élections générales de représentativité Fonction publique de décembre prochain seront un rendez-vous d'autant plus important.

**Alors, à toutes et à tous, je formule, au nom de l'UNSA, tous mes vœux de bonne et heureuse année 2018, une année que je voudrais placer sous le signe du développement de notre syndicalisme, utile, pragmatique et efficace.**

Luc Bérille - Secrétaire Général

Luc Bérille, Secrétaire Général et toute l'équipe de l'UNSA nationale  
vous souhaitent une bonne et heureuse année 2018 !

